

**PAR MOHAMED BOUHAMIDI**  
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Le grand public vient d'apprendre deux choses dans ce procès Khalifa : l'UGTA a la majorité dans les conseils qui administrent l'argent de la Sécurité sociale et qu'ils gèrent des milliers de milliards. Le procès ne relève rien sur les salaires faramineux que touchent ces responsables de l'UGTA en tant que présidents ou membres de ces conseils. Il pourra échapper au grand public que ce système d'administration se retrouve dans toutes les structures régionales de la Sécurité sociale. Nous comprenons dès lors le pourquoi de la bureaucratie syndicale à se maintenir dans les bons postes, ceux qui donnent accès à ces conseils et à leur présidence. Nous comprenons surtout pourquoi les responsables des unions de wilaya et ceux de la Centrale refusent de tenir leurs congrès, les renvoie constamment à des dates ultérieures, tentent par tous les moyens à se maintenir au sommet. Il y a de l'argent, beaucoup d'argent, des salaires très élevés et des dividendes à l'envi. Peu importe ce qui s'est passé et pourquoi des entreprises et des caisses de Sécurité sociale ont déposé tant d'argent en si peu de temps dans El-Khalifa Bank. Le système de défense est en béton. Ministres et autres responsables, en plaidant l'ignorance ou la bêtise, ont choisi d'assumer pour ne pas avoir à faire des révélations sur les conseils amicaux qu'ils ont pu recevoir. Ce qui nous choque est d'apprendre, même au niveau des syndicats, l'absence de tout contrôle démocratique. En principe, les membres désignés dans les conseils d'administration devraient rendre compte à leurs électeurs, à leurs mandants en formulant de façon claire quelle politique de gestion ils entendent imprimer aux caisses. Mais tout se passe comme si, de l'argent du pétrole à celui des wilayas en passant par celui de la Sécurité sociale et des banques, le pouvoir a toléré l'organisation de féodalités. Car ce procès n'arrive pas à nous cacher les pertes de milliers de milliards dans les banques publiques. Comment combattre ce fléau de la corruption et de la prébende si ne sont pas restituées aux citoyens et à la presse la liberté d'expression et les garanties démocratiques minimum, si on vide les assemblées élues du pouvoir de contrôle ? A un moment donné, la complexité de l'Etat ne laisse que deux voies pour la gouvernance : celle du makhzen et du partage occulte des richesses du pays ou celle de la démocratie et donc du contrôle citoyen par les voies du droit réellement au-dessus de tous. Tous les hommes honnêtes et tous les patriotes de ce pays doivent maintenant contenir et isoler tous ceux, groupes ou individus, qui veulent privatiser l'Etat, liquider les acquis et l'esprit de Novembre, mettre à sac le pays et le livrer fatalement aux appétits des grandes puissances.

M. B.

**DÉMOCRATISATION  
CHEZ TEMMAR**

**L**a levée de boucliers, enregistrée suite à l'exposé de la "nouvelle stratégie industrielle" par le ministre des Participations, semble avoir porté ses fruits. C'est ainsi que, annonce-t-on, Hamid Temmar a décidé d'organiser des "assises nationales", ouvertes à tous les concernés par ce sujet. Particularité de ces joutes : elles sont souveraines et toutes les recommandations qui en seront issues seront mises en application.



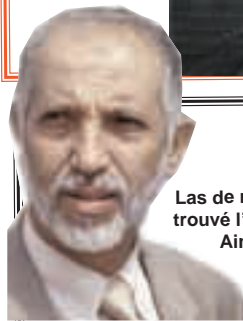
**Voilà  
la télémétrie !**

A l'initiative d'annonceurs et d'agences de communication, une équipe pluridisciplinaire de télévision séjourne actuellement en Algérie afin de préparer le lancement du premier institut de télémétrie (mesure de l'audience télévisuelle) dans notre pays. Une telle structure permettrait, en effet, aux annonceurs de mieux connaître le marché et, donc, de mieux cibler leur clientèle potentielle.



**Quand HHC coupe  
l'herbe sous les pieds  
de Djar**

Alors qu'il s'apprêtait à présenter en Conseil de gouvernement le projet de la "nouvelle stratégie de communication" algérienne, Hachemi Djar a été surpris d'entendre le chef du gouvernement l'interrompre pour lui annoncer qu'il avait été destinataire d'une "contribution" du DG de l'ENTV qui, entre autres, s'y plaint du fait que son institution n'a, à aucun moment, été associée à cette réflexion. Mieux, les chiffres avancés par HHC se seraient avérés être en totale contradiction avec ceux du ministre de la Communication. Du coup, Belkhadem a invité ce dernier à "revoir sa copie", rapportent des sources informées.



**Le courrier de Belkhadem**

Las de ne pas recevoir des réponses à leurs doléances, certains Algérois semblent avoir trouvé l'astuce pour s'en remettre directement au chef du gouvernement. Ainsi, et à chacune de ses sorties de la mosquée d'El Mouradia où il accomplit la prière du vendredi, Abdelaziz Belkhadem se voit remettre des dizaines d'enveloppes de citoyens venus spécialement lui remettre leurs doléances.

**le  
HHC**

lehic.dz@hotmail.com

